

COMMUNAUTÉ de COMMUNES de MAYENNE COMMUNAUTÉ

Note de Présentation synthétique accompagnant le projet de BUDGET PRIMITIF 2022



MAYENNE
communauté

Table des matières :

Introduction

I) Les mesures nationales concernant les collectivités locales

II) Section de fonctionnement 2022

A. Les dépenses de fonctionnement

- 1) Structure des dépenses de fonctionnement
- 2) Les charges à caractère général
- 3) Les dépenses de personnel
- 4) Les dépenses en direction des communes membres
- 5) Les subventions aux associations
- 6) Les autres dépenses
- 7) Les charges financières
- 8) Les dotations aux amortissements
- 9) Le virement à la section d'investissement

B. Les recettes de fonctionnement

- 1) Structure des recettes de fonctionnement
- 2) La fiscalité 2022
- 3) Les dotations et participations 2022
- 4) Les produits de nos services
- 5) L'excédent des budgets annexes de zones 2022
- 6) Les autres recettes

C. L'équilibre budgétaire

III) Section d'investissement 2022

A. Les recettes d'investissement

- 1) Le FCTVA
- 2) Les autres recettes d'investissement
- 3) Les financements publics externes

B. Les dépenses d'investissement

- 1) Le remboursement du capital de la dette
- 2) Le programme d'investissement 2022

C. Le recours à l'emprunt d'équilibre 2022

IV) La structure de la dette au 1^{er} janvier 2022

Introduction

Les orientations financières 2022 ont été présentées au travers du Rapport d'Orientations budgétaires en séance du 25 novembre dernier. Elles se caractérisent par :

- Des taux d'imposition stables : pas d'augmentation des taux ménages et professionnels,
- Un soutien aux services pour relancer leurs activités après les deux années de crise sanitaire (animations, transports culturels, communication externe),
- Un dynamisme attendu sur les recettes tarifaires du musée, du conservatoire et de la Vague inscrites à + 157 000 € par rapport au budget 2021,
- L'intégration de nouveaux dispositifs liés aux orientations arrêtées dans le Contrat de Relance et de Transition Ecologique : PTRE, PCAET, petites villes de demain, Territoire zéro chômeur, Maisons France services,
- Une solidarité affirmée à l'égard des communes au travers de la DSC et des fonds de concours en lien avec le nouveau pacte financier, fiscal et solidaire,
- La compétence Mobilités sur 12 mois, avec un effet transfert (baisse de l'attribution de compensation en prévision d'une CLECT),
- La maîtrise du fonds de roulement,
- La déclinaison du programme pluriannuel d'investissement : le pôle culturel de Lassay, l'Espace jeunes à Mayenne, la Boîte Noire, la Maison des alternants, l'Hôtel de Ville et de Communauté, les actions du PLH, la seconde tranche du camping, le pôle d'échanges multimodal...

Par rapport au budget précédent, le budget primitif 2022 est voté en décembre n-1, sans reprise de résultats n-1.

Le volume budgétaire du budget primitif 2022 du budget principal, tous mouvements confondus est de **43,4M€**.

Volume budgétaire BP 2022	DÉPENSES		RECETTES	
	Réelles	Ordre	Réelles	Ordre
FONCTIONNEMENT	32 536 607	1 784 393	34 072 406	248 594
INVESTISSEMENT	8 813 835	248 594	7 278 036	1 784 393
VOLUME BUDGÉTAIRE BP 2022	43 383 429 €		43 383 429 €	

Rappel BP 2021 : volume budgétaire (tous mouvements confondus) : 66,3 M€ avec les résultats de 2020.

I) Les mesures nationales concernant les Établissements Publics de Coopération Intercommunale (EPCI) en l'état actuel du PLF 2022

Ce PLF 2022 ne prévoit pas de bouleversement majeur pour les collectivités locales mais procède à quelques changements qui font suite aux réformes fiscales (suppression de la TH ; diminution de 50% de la valeur locative des locaux industriels) avec la réforme des indicateurs fiscaux et financiers pour les communes et EPCI.

La réforme des indicateurs financiers : elle fait suite au remaniement du panier fiscal des collectivités locales. Pour neutraliser les effets des réformes fiscales (la suppression de la taxe d'habitation, la part départementale de foncier bâti des communes, la fraction de TVA aux EPCI et la compensation des pertes de recettes liées à la réforme des valeurs locatives des locaux industriels), ce nouveau mode de calcul des indicateurs financiers a pour objectif de bien tenir compte du nouveau panier de ressources des collectivités et donc de retranscrire le plus justement possible la potentielle richesse des territoires. En effet les variables retenues pour le calcul des indicateurs financiers et fiscaux n'ont pas été modifiées alors que les éléments retenus pour ces indicateurs se basent sur les ressources perçues au titre de N-2. L'année 2022 sera le premier exercice pour lequel les données fiscales 2020 seront retenues. Les 3 indicateurs que sont le potentiel fiscal, le potentiel financier (indicateurs de richesse) et l'effort fiscal sont utilisés à la fois dans la répartition des dotations de péréquation composant la Dotation Globale de Fonctionnement mais aussi le Fonds National de Péréquation des Ressources Intercommunales et Communes (FPIC).

Il est envisagé d'introduire dans les recettes déjà prises en compte dans le potentiel fiscal notamment les droits de mutation à titre onéreux perçus par les communes (moyenne des 3 dernières années), la taxe sur la publicité extérieure, la taxe sur les pylônes, une fraction du produit net de la taxe sur la valeur ajoutée perçue par l'EPCI.

Une stabilisation de la Dotation Globale de Fonctionnement à 28,6 Mds € et une augmentation des dotations de péréquations

La DGF en l'état actuel du PLF 2022 est stable (18,3 milliards € pour le bloc communal et 8,5 milliards € pour les départements). Au sein de la DGF les enveloppes de Dotation de Solidarité Rurale et de Dotation de Solidarité Urbaine progressent de 95M€ chacune cette année soit +5M€ de plus que l'an passé. La progression de la péréquation est financée intégralement au sein de la DGF. La conséquence est d'alléger la ponction faite sur les variables d'ajustement mais cela augmente d'autant l'écurement des dotations forfaitaires des communes et de la dotation d'intercommunalité des EPCI.

Des dotations de soutien à l'investissement local en hausse pour 2022

Les dotations d'investissement allouées aux communes et EPCI s'élèvent à 2,1 milliards € avec :

- Dotation d'équipement des territoires ruraux (DETR) : 1 046 millions €
- Dotation de soutien à l'investissement local (DSIL) : 907 millions € (+337 millions € par rapport à 2021)
- Dotation politique de la Ville : 150 millions €.

Le coefficient de revalorisation des valeurs locatives est calculé depuis 2018 à partir des indices des prix à la consommation hors tabac (IPCH) entre nov n-2 et nov -1 (inflation constatée). A noter qu'en cas de déflation, aucune dévalorisation des bases fiscales ne sera appliquée (coefficient maintenu à 1). L'IPCH de novembre 2021 n'étant connu qu'à la mi-décembre, le coefficient de revalorisation des bases qui s'applique en 2022 n'est pas connu au moment de cette préparation budgétaire. En octobre 2021, les prévisions d'IPCH s'établissent à **2,8%**. C'est sur cette base que les bases fiscales 2022 de Mayenne Communauté ont été revalorisées. Ce coefficient servira de base de calcul pour faire évoluer

les bases fiscales de taxes foncières et de taxe d'habitation sur les résidences secondaires. Pour information, cet indice était de 1,2% en 2020 et de 0,2% en 2021.

II) Section de fonctionnement

La section de fonctionnement regroupe :

- ✓ toutes les dépenses nécessaires au fonctionnement de la collectivité (charges à caractère général, de personnel, de transfert de charges, de gestion courante, intérêts de la dette, dotations aux amortissements, provisions)
- ✓ toutes les recettes que la collectivité peut percevoir des impôts et taxes, des dotations de l'Etat, des prestations de services.

En 2022, la section de fonctionnement présente un équilibre à hauteur de 34 321 000 €

A. Les dépenses de fonctionnement

1) Structure des dépenses de fonctionnement

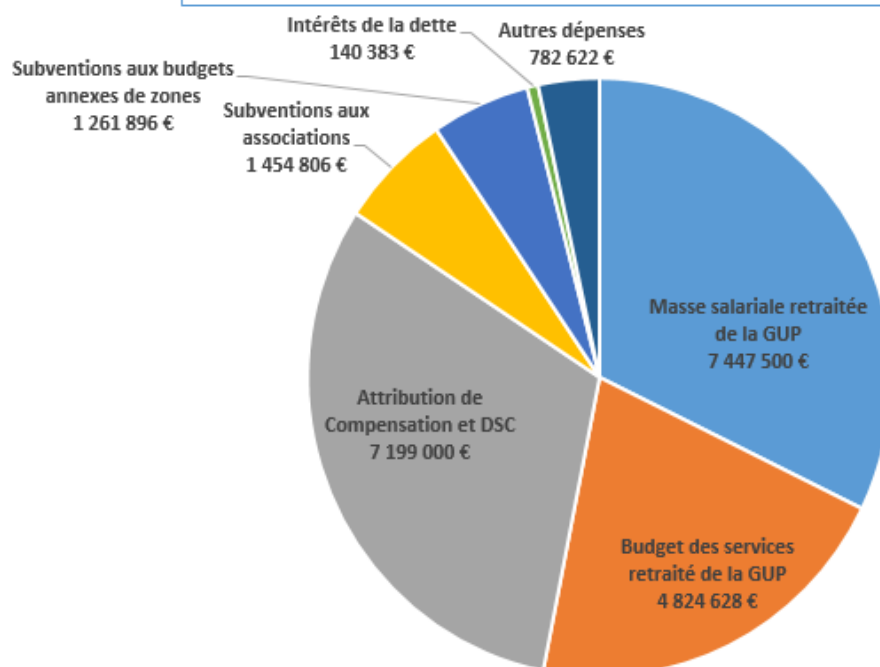
Présentation des dépenses de fonctionnement par grandes thématiques :

ÉQUILIBRE DE LA SECTION DE FONCTIONNEMENT 2022	BP 2020	BP 2021	BP 2022
Masse salariale (chapitre 012)	15 730 190	16 065 470	16 596 200
Budget des services (chapitre 011)	3 629 304	4 129 012	5 101 700
Attribution de Compensation (chapitre 014)	7 183 200	7 169 364	6 899 000
Dotation de Solidarité Communautaire (chapitre 014)	1 006 579	589 800	300 000
Reversements de fiscalité (chapitre 014)	43 779	72 115	44 703
Fonds de Péréquation des ressources Intercommunales FPIC	84 697	87 392	90 014
Subventions aux personnes morales de droit privé (nature 6574)	1 939 467	1 911 099	1 454 806
Intérêts de la dette (chapitre 66)	187 135	169 973	140 383
Dépenses imprévues (chapitre 022)	221 282	762 712	0
Autres dépenses (chapitres 65 hors 6574 et chapitre 67)	862 170	850 752	1 909 801
TOTAL DES DÉPENSES RÉELLES DE FONCTIONNEMENT	30 887 803	31 807 689	32 536 607
Amortissements	1 267 176	1 219 596	1 211 522
Autofinancement	12 194 006	13 546 679	572 871
TOTAL DES DÉPENSES DE FONCTIONNEMENT	44 348 985 €	46 573 964 €	34 321 000 €

Répartition des dépenses réelles de fonctionnement après retraitement de la GUP :

	budget 2022	
Masse salariale retraitée de la GUP	7 447 500	32%
Budget des services retraité de la GUP	4 824 628	21%
Attribution de Compensation et DSC	7 199 000	31%
Subventions aux associations	1 454 806	6%
Subventions aux budgets annexes de zones	1 261 896	5%
Intérêts de la dette	140 383	1%
Autres dépenses	782 622	3%
Total	23 110 835 €	

La répartition des dépenses réelles de fonctionnement 2022 (retraitées de la GUP)



2) Les charges à caractère général (chapitre 011) : Budget des services = 5 101 700 €

Présentation des dépenses de fonctionnement des services par compétence (hors dépenses de ressources humaines)

NB : Les références BP 2020 et BP 2021 comprennent les décisions modificatives intervenues au cours des exercices correspondants.

Par destination de la dépense : Services		BP 2020	BP 2021	BP 2022	variation en € de BP à BP	variation en % de BP à BP
Culture	Le Grand Nord	185 350	191 010	189 665	-1 345 €	-1%
	Conservatoire de musique et danse	71 071	68 425	90 245	23 820 €	36%
	Médiathèques et ludothèque	245 555	245 395	248 600	3 205 €	1%
	Musée	200 239	198 713	238 170	39 457 €	20%
	Autres : calvairiennes; cinéma; croq les mots; action culturelle	157 790	124 491	151 326	26 835 €	22%
SOUS TOTAL Services culturels		860 005	826 034	918 006	91 972 €	11%

L'augmentation porte en 2022 sur les transports culturels (+10 000 € soit retour au niveau de 2020), l'inscription d'une recette DRAC afin de mener un projet de résidence (12 000 €) et pour les lignes gérées par le service communication, l'externalisation de la conception graphique (+ 23 650 €). La variation du musée et du conservatoire s'explique par des décisions modificatives opérées en 2021 pour financer des investissements (vidéo surveillance au musée / pianos pour le conservatoire de Lassay) avec bascule de crédits de fonctionnement en investissement. L'écart entre le budget 2022 et le budget 2021 retraité des DM est de + 5 872 € pour le musée et de + 8 820 € pour le conservatoire. Ils s'expliquent notamment par l'externalisation de la communication et par le projet clarinette du conservatoire.

Par destination de la dépense : Services	BP 2020	BP 2021	BP 2022	variation en € de BP à BP	variation en % de BP à BP
Centre aquatique LA VAGUE	453 995 €	439 035 €	473 580 €	34 545 €	8%

La demande d'augmentation de crédit en 2022 porte sur une prestation de non glissance du carrelage.

Par destination de la dépense : Services	BP 2020	BP 2021	BP 2022	variation en € de BP à BP	variation en % de BP à BP
Forum métiers d'arts de Jublains	13 010	31 340	60 610	29 270 €	93%
Tourisme+ haltes fluviales+aire camping cars	37 585	39 380	40 695	1 315 €	3%
Camping	56 130	63 120	103 650	40 530 €	64%
Bateau promenade	37 230	17 230	17 230	0 €	0%
Sentiers de randonnée	46 000	46 140	45 640	-500 €	-1%
Sere	135 430	250 530	285 818	35 288 €	14%
Base de voile La Haie Traversaine			30 000	30 000 €	
Zones, ateliers relais , gendarmeries	126 418	124 409	75 615	-48 794 €	-39%
SOUS TOTAL Economie	451 803 €	572 149 €	659 258 €	87 109 €	15%

Le Forum métiers d'arts a présenté un budget augmenté de 30 000 € pour l'organisation d'une exposition sur « c'est quoi les métiers d'arts » à 30 000 €.

Le camping sollicite des crédits nouveaux pour renouveler le mobilier des mobil homes (+15 000€) un nouveau contrat pour la gestion des barrières (3000€), des produits pour la boutique (+10750€) ; l'entretien externalisé des terrains (+ 10 000 €).

Les crédits de la SERE comprennent l'étude friches (120 000 €) dont les recettes sont inscrites au budget (Etat 84 000€+Région 10 000 €) et une étude sur les potentialités du site et le mode de gestion de la base de voile de La Haie Traversaine (30 000 €). Les dépenses nouvelles concernent également le dispositif territoire zéro chômeur (10 000 €), l'attractivité avec la location de 4 boutiques à l'essai (20 000€).

Par destination de la dépense : Services	BP 2020	BP 2021	BP 2022	variation en € de BP à BP	variation en % de BP à BP
Jeunesse dont ALSH jeunes	127 878	137 933	172 523	34 590 €	25%
RPE (ex RAM)	7 120	8 120	7 810	-310 €	-4%
SOUS TOTAL Jeunesse	134 998 €	146 053 €	180 333 €	34 280 €	23%

La dépense nouvelle inscrite pour 2022 relève de la location d'un algeco à l'espace gare.

Par destination de la dépense : Services	BP 2020	BP 2021	BP 2022	variation en € de BP à BP	variation en % de BP à BP
Santé : pôles santé et CLS	80 306	84 023	75 751	-8 272 €	-10%
centre de vaccination			20 000	20 000 €	
Aire d'accueil gens du voyage	63 300	64 260	55 275	-8 985 €	-14%
France Services	7 744	8 044	6 755	-1 289 €	-16%
SOUS TOTAL Social santé	151 350 €	156 327 €	157 781 €	1 454 €	1%

Les crédits de fonctionnement 2022 comprennent le fonctionnement du centre de vaccination sur 7 mois (financé par l'ARS à hauteur de 20 000 €). Les deux maisons France Services sont financées par l'Etat à hauteur de 60 000 € pour 4 postes.

Par destination de la dépense : Services		BP 2020	BP 2021	BP 2022	variation en € de BP à BP	variation en % de BP à BP
Urbanisme Habitat Environnement	ADS	14 350	22 550	13 710	-8 840 €	-39%
	SCOT PLUI SPR	32 500	18 900	22 900	4 000 €	21%
	PLH	70 820	105 500	35 640	-69 860 €	-66%
	OPAH RU	17 380	80 000	139 560	59 560 €	74%
	PTRE			310 000	310 000 €	
	PETITES VILLES DE DEMAIN			40 000	40 000 €	
	ENVIRONNEMENT		41 600	41 600	0 €	
	PCAET		17 500	60 276	42 776 €	
	POLLENIZ		5 280	4 000	-1 280 €	
	Barrages	64 788	6 050	6 250	200 €	3%
SOUS TOTAL Urbanisme Logement mobilité		199 838 €	297 380 €	673 936 €	376 556 €	127%

On retrouve sur cette compétence les nouveaux crédits inscrits pour notre portage du PTRE (financé par la région et les Communauté de Communes adhérentes), du dispositif petites villes de demain ainsi que l'animation de l'OPAH RU confiée à SOLIHA (poste financé par l'Anah).

Par destination de la dépense : Services		BP 2020	BP 2021	BP 2022	variation en € de BP à BP	variation en % de BP à BP
Mobilités	Mobilité		219 000 €	442 600 €	223 600 €	102%

Pour 2022, la compétence est budgétée sur 12 mois (financée par le versement mobilité : recette inscrite à hauteur de 440 000 €).

Par destination de la dépense : Services		BP 2020	BP 2021	BP 2022	variation en € de BP à BP	variation en % de BP à BP
Administration Générale	communications interne et externe	79 700	100 111	104 200	4 089 €	4%
	Administration générale	475 428	542 387	653 242	110 855 €	20%
	Mayenne Ingenierie		7 600	7 600	0 €	
	SDIS ex CCPM	822 187	822 935	831 164	8 229 €	1%
SOUS TOTAL Administration générale		1 377 315 €	1 473 033 €	1 596 206 €	123 173	8%

Le budget 2022 intègre une hausse des crédits formation du personnel de 70 000 €, et des crédits alloués à la communication interne de 10 000 €. Les dépenses nouvelles de l'administration générale comprennent un abonnement à un service juridique (12 240 €), ainsi qu'un accès à un logiciel de prospective financière et ressources humaines (16 236 €).

Présentation par objet de dépense (nature comptable) du chapitre des charges à caractère général :

Par objet de la dépense : natures du chapitre 011	BP 2020	CA 2020	BP 2021	BP 2022	variation en € de BP à BP	variation en % de BP à BP
c/60612 électricité	246 175	184 977	252 540	291 040	38 500 €	15%
c/60621 combustibles	110 650	69 304	92 500	107 940	15 440 €	17%
c/60632 fourniture petit équipement	82 123	62 186	80 966	114 709	33 743 €	42%
c/617 études	29 500	7 800	221 142	248 040	26 898 €	12%
c/6228 divers animations	224 021	68 303	267 996	596 556	328 560 €	123%
c/611 contrats de prestations	127 988	110 081	361 748	593 620	231 872 €	64%
c/6132 locations immobilières	150 486	148 054	147 550	169 453	21 903 €	15%
c/6135 locations mobilières	83 325	49 917	73 478	153 315	79 837 €	109%
c/615228 entretien bâtiment	11 500	0	15 500	48 920	33 420 €	216%
c/6184 formation	40 000	29 651	70 000	140 000	70 000 €	100%
c/6188 divers (SDIS)	832 357	831 819	832 305	831 734	-571 €	0%
c/6226 honoraires	163 304	189 212	164 774	224 454	59 680 €	36%
c/6232 fêtes et cérémonies	5 600	3 404	11 000	21 000	10 000 €	91%
c/6236 catalogues et imprimés	38 270	14 276	47 440	106 140	58 700 €	124%
c/6238 communication externalisée	28 700	13 295	40 650	62 850	22 200 €	55%
c/6247 transports collectifs	50 582	18 324	44 190	54 690	10 500 €	24%
Autres natures	1 404 723	1 090 113	1 405 232	1 337 239	-67 993 €	
Sous total	3 629 304	2 890 717	4 129 011	5 101 700	972 689	23,6%

Au total, le chapitre des charges à caractère général s'élève à 5 101 700 € et pèse à hauteur de 16% sur le total des dépenses réelles de fonctionnement 2022. Il enregistre une variation à la hausse de

972 688 € (+23,6%) avec le budget primitif 2021 (BP + DM) qui s'explique principalement par les dépenses nouvelles en lien avec les nouveaux dispositifs contractuels issus notamment du CRTE :

- ✓ Territoire zéro chômeurs : + 10 000 €
- ✓ Attractivité : + 39 000 €
- ✓ OPAH RU : + 162 820 €
- ✓ PTRE : + 310 000 € (par autorisation d'engagement),
- ✓ Petites Villes de demain : + 40 000 €,
- ✓ PCAET : + 60 276 €,
- ✓ Maisons France services : + 6 755 €
- ✓ Plan corps de rue simplifié : + 30 630 €
- ✓ Transport urbain : + 225 000 €

Sont détaillées ici les dépenses à caractère général (du chapitre 011). A ces dernières, se cumulent des dépenses de personnel pour animer, coordonner ces nouveaux dispositifs. Au total, les dépenses (à caractère général + charges de personnel) liées à ces nouvelles actions s'élèvent pour 2022 à 1 345 991 € et sont financées par l'Etat (contractualisation), la Région (PTRE) ou encore le versement mobilité pour un total de 722 249 € soit 54%.

3) Les dépenses de personnel 2022

La réalisation du budget 2021 sera inférieure aux prévisions 2021 : l'écart attendu devrait être de plus de 400 000€. Cette situation résultant d'une rotation des personnels élevée à Mayenne Communauté en 2021 se cumule avec les difficultés de recrutement des collectivités locales sur certains secteurs d'activités, difficultés auxquelles n'échappe pas Mayenne Communauté.

A cela s'ajoute la modification du calendrier budgétaire qui a conduit au fait que certains éléments étaient méconnus à la date de préparation du budget.

- **478 400 €** n'ont pas été réalisés en raison de postes pourvus tardivement ou non pourvus et ce en dépit d'un rythme intense de recrutement au sein de la collectivité puisqu'en 2021, il y aura eu plus d'une centaine de processus de recrutement menés à terme par la DRHM. Au 31 décembre 2021, 10 postes libérés suite à mutation ou démission restent vacants. Les problèmes de recrutement sont d'ordre conjoncturel (tensions récentes sur certains secteurs d'activité telles que la petite enfance) ou structurel (manque de main d'œuvre dans les secteurs tels que le bâtiment). Ils résultent également de spécificités locales (situation de quasi plein-emploi dans le département de la Mayenne) ou nationales (non-revalorisation du point d'indice qui conduit à un décrochage des rémunérations avec le secteur privé, absence de filière de formation académique...).

Poste	Conditions de réalisation	Service	Direction	Non réalisé
Médiateur numérique	Prévu 9 mois, non réalisé	médiathèque	DAC	23 600
Responsable lecture publique	Prévu 12 mois réalisé 7,5 mois	Médiathèque	DAC	14 700
Chargé attractivité	Prévu 12 mois, non réalisé	Sere	DAE	43 000
Directeur économique	Prévu 9 mois réalisé 2 mois	Sere	DAE	31 800
Chargé de petite ville de demain	Prévu 6 mois, non réalisé	DAME	DAME	21 300
Chargé mobilité logement	Prévu 6 mois, non réalisé	Mobilité logement	DAME	21 600
Chargé de mission PCAET	Prévu 9 mois, réalisé 5 mois	PCAET	DAME	16 000
Assistante administrative	Prévu 9 mois, réalisé 4 mois	Spac/urbanisme	DAME	7 000
Chargé de mission projet de territoire	Prévu 12 mois, non réalisé	Démographie médicale	DASS	43 000
Agent d'accueil « la Vague »	Prévu 12 mois réalisé 9 mois	Centre aquatique	DEJS	8 800
Archiviste	Prévu 9 mois, non réalisé	Direction ressources	DR	26 200
Recensement	Prévu et annulé suite au covid	Relations avec public	DASS	9 200
Responsable de pôle	Prévu 6 mois, non réalisé	Pôle aménagement	DST	19 000
Chargé de travaux espaces publics	Prévu 9 mois, non réalisé	Pôle aménagement	DST	25 600
Responsable bureau études bâtiment	Prévu 6 mois, non réalisé	Pôle bâtiment	DST	17 000
Assistante administrative à 50 %	Prévu 9 mois, non réalisé	Secrétariat urbanisme	DST	11 600
Mécanicien	Prévu 12 mois réalisé 4 mois	Garage	DTS	19 600
Agent d'accueil magasin (2 postes)	Prévu 3 mois non réalisé	Régie bâtiment	DTS	15 800
Plombier	Prévu 12 mois réalisé 8,5 mois	Régie bâtiment	DTS	11 600
Electricien	poste resté vacant 6 mois	Régie bâtiment	DTS	20 300
Chefs de secteur (3 postes)	Prévus 6 mois, non réalisés	Régie bâtiment	DTS	48 400
Agent de voirie	Prévu 12 mois, réalisé 3 mois	Voirie	DTS	23 300
TOTAL				478 400

Budget prévisionnel 2021

16 065 400€

Réalisé 2021

15 600 000 €

Budget prévisionnel 2022

16 596 200€

Le réalisé 2021 devrait être de l'ordre de 15 600 000€, soit un écart de – **465 400 €** par rapport au BP 2021.

Le BP présenté en 2022 est de **16 596 200 €** (dont 9 148 700€ de dépenses Ville de Mayenne) contre 16 065 400€ en 2021, soit une augmentation de + **530 800 €** au BP 2022 par rapport au BP 2021. L'inscription d'un BP 2022 en progression par rapport au BP 2021 alors même que le réalisé 2021 est inférieur au prévisionnel 2021 s'appuie sur les éléments suivants :

- Indice minimum de rémunération porté à 340 : 54 300€
- Glissement vieillesse technicité : 100 000€ (*Montant qui place le taux de GVT à seulement 1 %*)
- Nouvelle attribution chèques déjeuner : 185 800€
- Créations de postes : 654 300€

Ainsi on constate que l'augmentation des dépenses est essentiellement liée à deux données principales :

- Les réorganisations des services ou développement de compétences actuelles ou nouvelles ;
- La revalorisation des avantages sociaux déjà validés dans le cadre des négociations relatives à l'augmentation du temps de travail : attribution de 20 chèques en moyenne par mois contre 10 jusqu'à présent soit 185 800€ de plus qu'en 2021 à créditer au compte 6488.

En revanche, cette prévision des dépenses n'intègre pas à ce stade :

- l'indemnité d'inflation, au demeurant intégralement remboursable par l'État ;
- la revalorisation probable du taux de l'assurance statutaire ;

- le reclassement de l'ensemble des agents des catégories C initialement annoncé pour 2022 ;
- l'extension des avantages sociaux actuels à d'autres catégories d'agents (élargissement du droit d'adhésion au CNAS ou de l'attribution des chèques déjeuners).

Enfin, ce montant de dépenses s'entend hors frais de formation.

Contenu de la section dépenses :

A) Éléments structurels :

L'effectif attendu au 31 décembre 2022 sera de 449 agents (413 ETP) contre 407 agents (375 ETP) si tous les recrutements sont réalisés soit + 38 ETP. L'inscription de cet objectif ambitieux de recrutement est liée à la volonté de disposer des capacités de portage des politiques menées à l'échelle du mandat.

1) Postes en lien avec restructuration ou développement de compétences :

libellé du poste	nb mois	service	direction	Coût attendu	Total par Direction
professeur Hip hop 5H/s S	4	conservatoire	DAC	2 600	6 800
Prof théâtre 5H/S	6	conservatoire	DAC	4 200	
chargé de mission mobilité	12	mobilité logement	DAME	38 700	38 700
contrôleur SPANC	12	SPANC	DAME	29 600	29 600
chargé de contrat local de santé	12	contrat local de santé	DASS	42 100	42 100
Chargé de mission attractivité zéro chômeur	12	SERE	DEA	41 900	83 800
Chargé de mission petite ville de demain	12	SERE	DEA	41 900	
Educatrice de jeunes enfants	12	Maison petite enfance	DEJS	36 300	145 900
Roulante à 80 %	12	Périscolaire TAP	DEJS	21 800	
Roulante à 80 %	12	Périscolaire TAP	DEJS	21 800	
Gestionnaire régie jeunesse	12	Pôle affaires scolaires	DEJS	31 800	
animateur jeunesse	12	pôle enfance jeunesse	DEJS	34 200	
Archiviste	9	D ressources	DR	24 700	76 900
Assistante I DAC	12	DAC	DAC	35 600	
informaticien développement domotique	6	informatique	DR	16 600	
Surcroît activité turnover et création postes	12	ressources humaines	DRHM	27 500	62 500
Responsable entretien des locaux	12	DRHM	DST	35 000	
Responsable pôle aménagement	12	Pôle aménagement	DST	45 300	206 600
Chargé projet pôle aménagement	12	pôle aménagement	DST	34 200	
chef de secteur	10	régie bâtiment	DST	27 600	
chef de secteur	10	régie bâtiment	DST	27 600	
chef de secteur	10	régie bâtiment	DST	27 600	
Magasinier	6	régie bâtiment	DST	18 900	
Apprenti bâtiment	12	régie bâtiment	DST	5 400	
Apprenti garage	4	Voirie	DST	3 500	
Responsable flotte véhicule	6	Voirie	DST	16 500	

2) Postes à pourvoir devenus vacants suite à départs :

Libellé poste	Nb Mois	Service	Direction	Coût	Direction	Total par direction
Médiateur musée	12	musée	DAC	33 900	DAC	33 900
Technicien SIG	12	SIG	DAME	37 500	DAME	82 100
Responsable instructions droits des sols	12	Urbanisme	DAME	44 600	DAME	
Chargé d'attractivité	12	SERE	DEA	38 800	DAE	38 800
Educateur sportif	12	Centre aquatique	DEJS	38 500	DEJS	74 800
Educatrice de jeunes enfants	4	Maison petite enfance	DEJS	36 300	DEJS	
Assistante du Maire-Président	12	cabinet Maire-Président	DG	33 900	DG	33 900
Informaticien progiciel	12	informatique	DR	39 600	DR	39 600
Electricien	12	régie bâtiment	DST	35 000	DST	66 500
Plombier	12	régie bâtiment	DST	31 500	DST	

Depuis l'établissement de ce document deux postes sont venus compléter ce tableau : la responsable commande publique et le directeur des services techniques.

- Soit une enveloppe de **369 600€, 10 ETP.**

3) Besoins saisonniers et besoins occasionnels :

Les crédits dédiés aux accroissements d'activité récurrents ont été reconduits à l'identique de 2021 (jury pour examen de musique, portage des journaux, diététicienne) :

Musée :	270 H
Relation avec le public	248 H
Ecoles élémentaires	816 H
Courte échelle	172 forfaits
Planètes mômes	157 forfaits
<u>Ados'com</u>	141 forfaits
Espaces jeunes	149 forfaits
Camping	1 000 H
Forum des métiers	285 H

- Soit une enveloppe de **100 000€.**

4) Provisions par pallier au remplacement des agents :

Ces crédits sont destinés à assurer le remplacement des agents absents pour raison de santé ou en congés payés ou destinés à financer des postes anciennement occupés par des titulaires et momentanément assurés par des contractuels.

Espaces verts	1 ETP
Entretien des locaux non sportifs	2,45 ETP
Collecte des déchets	1 ETP
Médiathèque	2 ETP
Urbanisme	0,25 ETP
Centre aquatique	3,08 ETP
Maison petite enfance	2,20 ETP
Ecoles maternelles	1 ETP
Propreté urbaine	2 ETP

- Soit un total de **457 400€ et 15 ETP.**

5) Stagiaires et apprentis :

La collectivité compte à ce jour 7 apprentis et 3 nouveaux recrutements sont envisagés pour 2022. Une personne relevant du dispositif « parcours emploi compétences » fait aussi partie des effectifs actuels. Il est proposé de recruter un « ambassadeur de la mobilité » sous le statut de service civique. L'enveloppe dédiée aux stagiaires école proposée est en diminution de 13 700€ par rapport à celle de 2021. Trois services en ont fait la demande : service ressources humaines, musée et logement mobilité. Cette baisse des demandes de stages est corrélée au développement de l'apprentissage dans la collectivité.

6) Glissement vieillesse technicité :

- Avancement d'échelon : **77 000€.**
- Avancement de grade : **22 200€.**

B) Eléments conjoncturels :

Peu d'éléments conjoncturels ont un impact sur les dépenses en dehors de l'organisation du recensement et des élections politiques. Toutefois, au vu du contexte sanitaire, 0,94 ETP est prévu pour faire face aux exigences des protocoles sanitaires.

A ce stade aucune augmentation de charge n'est annoncée en dehors de l'augmentation du taux de l'assurance statutaire. Cette progression n'est néanmoins pas intégrée à cette prévision compte tenu des discussions en cours au moment de la rédaction du document (estimation + 113000 €).

6) Répartition par collectivité :

Chapitre 012 Mayenne / MC				
CA 2021 prévisionnel – Effectifs				
	Agents 100 % Ville de Mayenne	Agents 100 % Mayenne Communauté	Agents répartis sur Mayenne Communauté et Ville de Mayenne	TOTAL
Direction de l'action culturelle		50		50
Direction de l'aménagement de la mobilité et de l'environnement	1	27	6	34
Direction de l'action sociale	15	5	3	23
Direction de l'économie et de l'attractivité		4	2	6
DEJSDirection enfance jeunesse et sports	68	12	9	89
Direction générale			5	5
Direction ressources	1	1	13	15
Direction des ressources humaines	3		14	17
Direction des services techniques		8	72	80
	↓	↓	↓	↓
Total titulaires	88	107	124	319
Total équivalent temps plein	84,82	103,05	120,94	308,81
Direction de l'action culturelle		19		19
Direction de l'aménagement de la mobilité et de l'environnement		2	2	4
Direction de l'action sociale	7			7
Direction de l'économie et de l'attractivité		5		5
DEJSDirection enfance jeunesse et sports	31	4		35
Direction générale			2	2
Direction ressources		1	3	4
Direction des ressources humaines			5	5
Direction des services techniques	1		6	7
	↓	↓	↓	↓
Total non titulaires	39	31	18	88
Total équivalent temps plein	26,12	23,13	17,13	66,38
	↓	↓	↓	↓
Total Général (titulaires et non titulaires)	127	138	142	407
Total général équivalent temps plein	110,94	126,18	138,07	375,19

BP 2022

	Agents 100 % Ville de Mayenne	Agents 100 % Mayenne Communauté	Agents répartis sur Mayenne Communauté et Ville de Mayenne	TOTAL
Direction de l'action culturelle		51	1	52
Direction de l'aménagement de la mobilité et de l'environnement	1	29	8	38
Direction de l'action sociale	15	6	3	24
Direction de l'économie et de l'attractivité		4	2	6
DEJSDirection enfance jeunesse et sports	69	14	10	93
Direction générale			6	6
Direction ressources	1	1	15	17
Direction des ressources humaines	3		14	17
Direction des services techniques		8	80	88
	↓	↓	↓	↓
Total titulaires	89	113	139	341
Total équivalent temps plein	87,27	108,30	136,14	331,71
Direction de l'action culturelle		21		21
Direction de l'aménagement de la mobilité et de l'environnement		3	3	6
Direction de l'action sociale	6	2		8
Direction de l'économie et de l'attractivité		8		8
DEJSDirection enfance jeunesse et sports	35	5	1	41
Direction générale			3	3
Direction ressource		1	5	6
Direction des ressources humaines			5	5
Direction des services techniques	2		8	10
	↓	↓	↓	↓
Total non titulaires	43	40	25	108
Total équivalent temps plein	28,27	30,02	23,25	81,54
	↓	↓	↓	↓
Total Général (titulaires et non titulaires)	132	153	164	449
Total général équivalent temps plein	115,54	138,32	159,39	413,25

Contenu de la section recettes :

- Montant total : **258 000€** (hors remboursement de la Ville de Mayenne de 9 148 700 € lié à la Gestion Unifiée du Personnel)

Les recettes se composent de compensations salariales ou de remboursements de traitements. En dehors des subventions versées pour certains postes (non repris ici), la collectivité perçoit aussi une participation des agents sous contrats aidés.

Indemnités journalières	46 000€
Compensation SFT	22 700€
Frais de gestion contrat assurance	4 600€
Décharges syndicales	26 600€
Congés de paternité	3 600€
Participation CNAS retraités	1 300€
Chèques déjeuner	65 800€
Participation contrats aidés	3 400€
Mise à disposition du kiosque	84 000€

Dépenses hors chapitre 012 :

Ces charges ont été estimées à 155 000€ dont :

Frais de déplacement et de mission : 15 000€

Frais de formation : 140 000€ contre 70 000€ en 2021

Soit une augmentation de 61 300€ par rapport au BP 2021.

L'enveloppe des frais de formation a été doublée au budget prévisionnel 2022 en vue de donner à la DRHM les moyens de mener une véritable politique ambitieuse de formation en lien avec les engagements actés lors du dialogue social à travers la détermination :

- de 45 000 € affectés aux formations obligatoires hygiène et sécurité
- de 40 000 € affectés au financement des apprentissages au sein de la collectivité
- de 25 000 € affectés à la politique de formations collectives
- de 20 000 € affectés à la politique de formations individuelles hors CNFPT (incluant notamment les bilans de compétences et la politique de reclassement)
- de 10 000 € au titre d'actions de formation validées en 2021 et réalisées pour partie en 2022.

Sur ces dépenses, une recette de 70 000 euros est prévue au titre du remboursement estimé de la ville de Mayenne à Mayenne Communauté.

4) Les dépenses de Mayenne Communauté en direction de ses communes membres

➤ L'Attribution de Compensation (AC) :

Elle est budgétée à hauteur de **6 899 000 €** à partir d'un montant déterminé lors de la dernière Commission Locale d'Evaluation des Charges Transférées de juin 2019 et en prévision de la diminution liée au transfert de la mobilité intervenu au 01/07/21, la loi prévoyant un délai de 9 mois après le transfert pour réunir la CLECT.

➤ La Dotation de Solidarité Communautaire (DSC)

Par délibération du 25 novembre 2021, Mayenne Communauté a institué une DSC (comportant 3 critères complémentaires) en anticipation de l'adoption d'un nouveau pacte financier, fiscal et solidaire pour la période 2021 à 2026. Elle a fixé la DSC à un montant annuel plancher de **300 000 €**. C'est ce montant qui est retenu au titre du budget primitif 2022. Conformément à la délibération d'institution, cette DSC pourra être majorée si le seuil du taux d'épargne brute de Mayenne Communauté constaté l'année n-1 est supérieur à 10%. Dans ce cas, le montant de la DSC sera revu à la hausse par décision modificative.

➤ Les reversements de fiscalité

Le pacte fiscal et solidaire prévoit le reversement de 30% des Impôts Forfaitaires sur les Entreprises de Réseaux (IFER) aux communes d'implantation d'éoliennes. Les communes d'Hardanges et Sant Julien du Terroux sont concernées. La dépense 2022 est inscrite pour **44 703 €**.

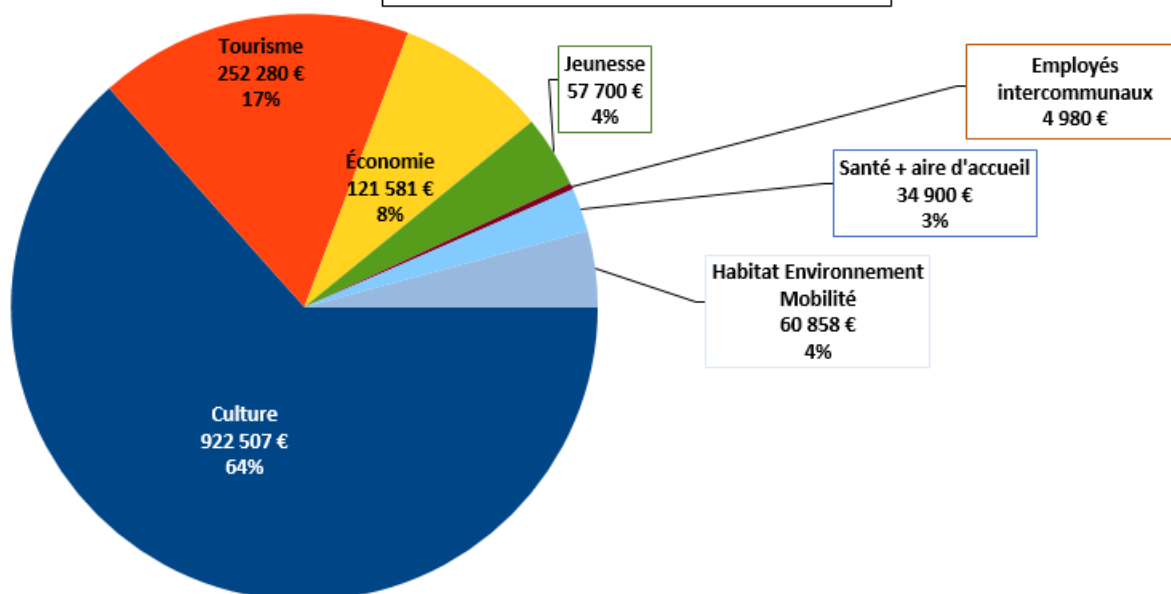
➤ Le Fonds de Péréquation des Ressources Intercommunales et Communales

Mayenne Communauté est bénéficiaire (recette 2022 prévue pour 388 047 €) et à la fois contributeur. La prévision budgétaire de cette dépense est inscrite pour **90 014 €** selon la répartition de droit commun et à partir d'une variation de + 3% par rapport à 2021.

5) Les subventions aux associations de droit privé

Le montant des subventions à verser aux associations inscrites au budget 2022 s'élève à **1 454 806 €**. Il enregistre une diminution de 456 293 € par rapport au budget inscrit en 2021 s'expliquant par l'absence de soutien aux entreprises (lié contexte sanitaire de 2021 : – 400 000 €) et les subventions exceptionnelles en 2021 (Amis de Fontaine Daniel et CCI).

**la répartition des subventions 2022
de MAYENNE COMMUNAUTE = 1 454 806 €**



Compétences	Montant attribué 2021	Montant proposé 2022
Culture	902 507 €	922 507 €
Tourisme	265 364 €	252 280 €
Économie	348 046 €	121 581 €
Jeunesse	54 500 €	57 700 €
Employés intercommunaux	11 834 €	4 980 €
Santé + aire d'accueil	30 228 €	34 900 €
Habitat Environnement Mobilité	67 388 €	60 858 €
TOTAL	1 679 867 €	1 454 806 €

6) Les autres dépenses = 1 909 801 €

Ce poste enregistre une forte variation par rapport au budget 2021 du fait de la subvention pour équilibre du budget principal aux budgets annexes de zones, ces derniers supportant en 2022 des travaux d'aménagement (zones des Chevreuils, Orgerie, La Lande, Berry).

➤ Les autres dépenses de gestion courante

- Les indemnités, frais de mission et de formation des élus sont budgétés pour **242 000 €**, montant stable par rapport au budget primitif 2021.
- Les contributions aux organismes s'élèvent à **388 805 €** avec :
 - 159 200 € au titre de la contribution au SDIS pour le compte des communes de l'ex CCHL,
 - 100 000 € de contribution au fonctionnement du syndicat du bassin de l'Aron Mayenne et Affluents (SYBAMA),

- 42 300 € au Département (19 000 € pour le Pays d'Art et d'Histoire et 23 300 € pour la Sauvegarde),
 - 30 630 € au TEM 53 dans le cadre de notre participation au Plan Corps de Rue Simplifié (délibération n°16 du 10/12/2020),
 - 10 000 € à la Maison des Adolescents,
 - 6 000 € à deux communes Jublains et Martigné/Mayenne qui organisent le départ des boucles de la Mayenne en 2022 (délibération n°4 du 21/10/2021 : forfait de 3 000 € par ville de départ),
 - 5 000 € pour les jeunes qui contribuent aux chantiers argent de poche,
 - 35 675 € de redevances diverses (droits d'auteur, droits d'accès aux licences informatiques).
- Les déficits prévisionnels 2022 des budgets annexes de zones d'activités se chiffrent à **1 261 896 €** Cette dépense se situe en nette progression par rapport au budget 2021 (226 686 €).

Situation budgétaire 2022 des budgets par zone d'activités :

Budgets ZA 2022	Déficits	Excédents
Coulonges		41 670 €
Berry	79 720 €	
Poirsac III		108 276 €
Montrieux		175 €
Haras		58 870 €
La Lande	105 385 €	
Orgene	2 600 €	
Chevreuils	1 070 975 €	
Lassay	3 016 €	
Le Corps		179 950 €
La Chapelle au Riboul	200 €	
	1 261 896,00 €	388 941,00 €

- Un crédit de **2 000 €** est budgété pour les créances admises en non-valeur à la demande du comptable du fait de son impossibilité à les recouvrer face à des situations de surendettement par exemple.
- Les charges exceptionnelles
- Elles s'élèvent pour 2022 à **15 100 €** et comprennent un crédit de 9 600 € destiné à l'indemnisation de 4 stagiaires écoles au sein des services ressources humaines, musée, hygiène et sécurité et mobilité.

7) Les charges financières

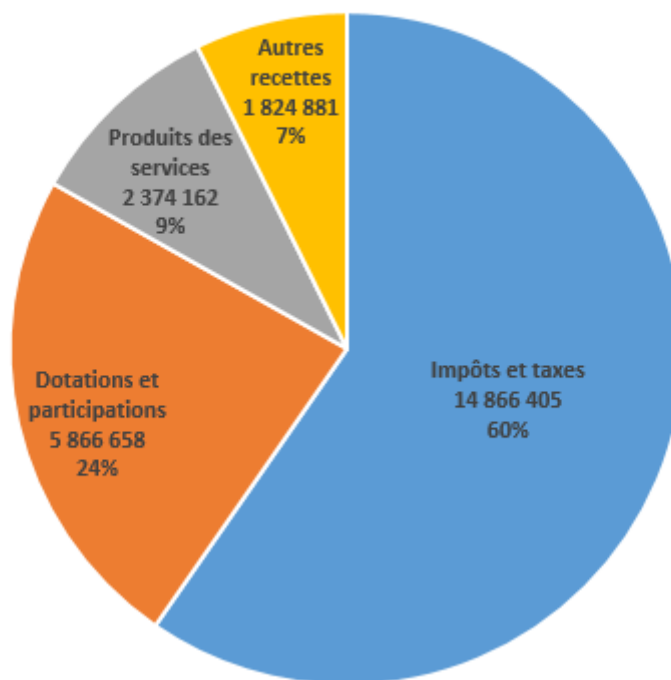
Le chapitre des frais financiers intègre la charge des intérêts relatifs aux emprunts. Il s'élève à **140 383 €**. Ces intérêts sont en baisse de 29 590 € par rapport au budget primitif 2021.

8) Les amortissements

Les charges d'amortissement correspondent à la constatation comptable de la dépréciation des actifs de Mayenne Communauté. Ils sont déterminés selon le plan d'amortissement réel des biens à l'inventaire et s'élèvent pour 2022 à **1 211 522 €**.

9) Le virement à la section d'investissement

L'équilibre de la section de fonctionnement est atteint avec un virement de la section de **572 811 €**. Ce virement constitue l'autofinancement 2022.

TOTAL DES DEPENSES DE FONCTIONNEMENT 2022 :**34 321 000 €****B. Les recettes de fonctionnement 2022**Répartition des recettes réelles de
fonctionnement 2022 retraitées de la GUP

*Les recettes sont retraitées du remboursement de la gestion unifiée du personnel de la Ville (GUP)

Au sein des recettes réelles de fonctionnement 2022 on note la prépondérance des recettes fiscales qui représentent près de 60% du budget 2022.

1) Structure des recettes de fonctionnement 2022

ÉQUILIBRE DE LA SECTION DE FONCTIONNEMENT 2021		BP 2020	BP 2021	BP 2022	
fiscalité	Impôts directs locaux	9 658 522	3 900 936	3 962 594	14 866 405
	Cotisation sur la Valeur Ajoutée des Entreprises	2 470 073	2 401 852	2 269 884	
	Autres recettes de Fiscalité	2 957 728	3 187 227	3 465 132	
	Fraction de TVA		4 922 662	5 168 795	
dotations et participations	Dotation d'Intercommunalité	237 148	261 162	287 278	5 866 658
	Dotation de Compensation	2 201 767	2 158 405	2 115 237	
	Compensations fiscales de l'Etat	408 852	2 342 308	2 336 603	
	Autres dotations et participations	1 619 447	837 955	1 127 540	
Produits des services		11 420 318	11 397 909	11 514 462	
Excédents de fonctionnement des budgets annexes de zones		101 685	831	388 941	
Autres recettes		1 396 637	1 439 067	1 435 940	
TOTAL DES RECETTES REELLES DE FONCTIONNEMENT		32 472 177 €	32 850 313 €	34 072 406 €	
Recettes d'ordre		200 056	225 538	248 594	
Résultat de fonctionnement n-1		11 676 752	13 498 113		
TOTAL DES RECETTES DE FONCTIONNEMENT		44 348 985 €	46 573 965 €	34 321 000 €	

Les recettes réelles de fonctionnement 2022 marquent un rebond avec une évolution annuelle de 3,7% (contre +1,2% entre 2020 et 2021) en raison du dynamisme de la fiscalité (fraction de TVA), des participations des organismes extérieurs (en lien avec les nouveaux dispositifs contractuels) et des produits des services (recettes tarifaires avec hausse de la fréquentation).

A noter que les dépenses réelles de fonctionnement 2022 progressent de BP 21 à BP 22 de **2,3%**, donc moins rapidement que les recettes (**3,7%**).

2) La fiscalité 2022 = 14 866 405 €

Ce chapitre présente une hausse de 3,1 % par rapport au budget précédent (+454 K€ en valeur). Trois évènements majeurs viennent expliquer cette augmentation :

- 1° le dynamisme des bases de foncier bâti et de taxe d'habitation sur les résidences secondaires, avec notamment la revalorisation forfaitaire de 2,8%,
- 2° Le versement mobilité calculé en année pleine (en 2021 à compter de la prise de compétence au 01/7/21),
- 3° le dynamisme de la fraction de TVA (issue de la réforme de la fiscalité de 2021) à +5% (+ 246 133 € en valeur) en lien avec la reprise économique d'après crise sanitaire.

Mais, ce dynamisme fiscal est atténué par la baisse de la cotisation sur la valeur ajoutée des entreprises (CVAE) attendu à hauteur de 131 968 € (-5%) en raison de son paiement à N+2 par les entreprises.

	BP 2020	BP 2021	BP 2022	variation en € de BP 21 à BP 22	variation en % de BP 21 à BP 22
Impôts directs locaux	9 658 522 €	3 900 936 €	3 962 594 €	61 658 €	2%
Cotisation sur la Valeur Ajoutée des Entreprises	2 470 073 €	2 401 852 €	2 269 884 €	-131 968 €	-5%
Taxe sur les surfaces commerciales	573 774 €	604 311 €	600 000 €	-4 311 €	-1%
Imposition forfaitaire sur les entreprises de réseaux	465 256 €	475 080 €	479 831 €	4 751 €	1%
Fonds National de Garantie Individuelle des Ressources	1 517 254 €	1 517 254 €	1 517 254 €	0 €	0%
Fonds de Péréquation des recettes Fiscales Intercommunales	369 444 €	378 582 €	388 047 €	9 465 €	3%
Versement mobilité		180 000 €	440 000 €	260 000 €	144%
Taxes de séjour	32 000 €	32 000 €	40 000 €	8 000 €	25%
Fraction de TVA		4 922 662 €	5 168 795 €	246 133 €	5%
TOTAL	15 086 323 €	14 412 677 €	14 866 405 €	453 728 €	3,1%

a) Les recettes des impôts directs locaux = 3 962 594 €

En 2021, les bases fiscales des impôts directs locaux de Taxes Foncières et de Taxe d'Habitation sur les résidences secondaires ont été revalorisées à partir d'un coefficient national de revalorisation de 0,2%. Pour 2022, le coefficient de revalorisation n'est pas connu (selon l'inflation constatée entre nov N-1 et nov N), notre prévision budgétaire est établie à partir d'une revalorisation à 2,8% considérant la reprise économique actuelle.

A cette variation s'ajoute la variation physique liée aux ajouts, modifications apportées par le contribuable sur son bien imposable.

Le budget 2022 a été construit à partir des variations de bases suivantes :

- Taxe d'Habitation Résidences Secondaires : 2,8 %
- Taxe Foncière Bâti des locaux d'habitation : 3,8 % (65% des bases totales)
- Taxe Foncière Bâti des établissements industriels et locaux professionnels et commerciaux : 3,5% (35% des bases)
- Taxe Foncière sur le Non Bâti : 0,5 %
- Cotisation Foncière des Entreprises : 1,43 % (effet crise sanitaire).

b) Les deux recettes fiscales nouvelles pour 2022

Le versement mobilité fait suite à la prise de compétence mobilité au 1^{er} juillet 2021. Il est budgété pour 440 000 € (180 000 € en 2021 pour 6 mois de compétence) à partir d'un taux de 0,2% (identique à celui pratiqué par la ville de Mayenne) appliqué aux redevables à savoir les entreprises de plus de 11 salariés. Cette nouvelle compétence fera l'objet lors d'une prochaine réunion de la Commission Locale d'Evaluation des Transferts de Charges d'une révision de l'Attribution de Compensation versée à la Ville de Mayenne avec pour objectif final d'assurer la neutralité du transfert pour les 2 parties.

La fraction de TVA constitue une recette qui découle de la suppression de la taxe d'habitation estimée pour 2022 à 5 168 795 € en progression de 5% compte tenu de la reprise économique actuelle.

c) La Cotisation sur la Valeur Ajoutée des Entreprises (CVAE)

La CVAE est budgétée pour 2 269 884 € en 2022 conformément à l'estimation reçue de la DDFIP le 19 novembre dernier qui annonçait également la CVAE définitive de 2021 à 2 403 288 €.

C'est donc une baisse annuelle de 131 968 € à laquelle il faut s'attendre (-5,5%) en raison de la perte de chiffres d'affaires des entreprises de 2020 (effet crise sanitaire et économique).

d) Les autres recettes fiscales

Elles proviennent du panier fiscal issu de la réforme de la taxe professionnelle de 2010. On trouve :

- la taxe sur les surfaces commerciales (TASCOM) pour une recette attendue en 2022 à hauteur de 600 000 €. Les assujettis sont les surfaces commerciales supérieures à 400 m² réalisant un chiffre d'affaires supérieur à 460 000 € HT.
- Les impôts sur les entreprises de réseaux (IFER) inscrits pour 479 831 € comprenant les impositions sur les éoliennes et sur les transformateurs électriques
- Le Fonds National de Garantie Individuelle des Ressources (FNGIR) figé à 1 517 254 €,
- Le Fonds de Péréquation des ressources communales et intercommunales (FPIC) pour 388 047 € attendu en progression de 2,5% par rapport au budget 2021,
- Les taxes de séjour que l'on attend en 2022 à hauteur de 40 000 €, en progression de 8 000 € par rapport au budget précédent escomptant une hausse de la fréquentation touristique sur notre territoire.

3) Les dotations et participations 2022

Ce chapitre s'élève pour 2022 à **5 866 658 €**. Il présente une variation de 266 828 € (+ 4,8%) par rapport au budget primitif 2021 résultant des nouvelles recettes liées aux subventions des partenaires dans le cadre des nouveaux dispositifs contractuels (PTER, Petites Ville de Demain, France service, Territoire zéro chômeur).

	BP 2020	BP 2021	BP 2022	variation en € de BP 21 à BP 22	variation en % de BP 21 à BP 22
Dotation d'Intercommunalité	237 148 €	261 162 €	287 278 €	26 116 €	10%
Dotation de Compensation	2 201 767 €	2 158 405 €	2 115 237 €	-43 168 €	-2%
Dotation Globale de Décentralisation	14 400 €	7 350 €	7 350 €	0 €	0%
Subvention Etat Autres	90 000 €	174 641 €	316 224 €	141 583 €	81%
Régions	29 176 €	59 176 €	230 500 €	171 324 €	290%
Département	299 265 €	244 443 €	145 872 €	-98 571 €	-40%
Communes membres	5 185 €	5 185 €		-5 185 €	-100%
Autres groupements			100 000 €	100 000 €	
Budget Communautaire	29 200 €	9 200 €		-9 200 €	-100%
Autres organismes (CAF)	318 105 €	337 960 €	327 594 €	-10 366 €	-3%
Dotation de Compensation de la réforme de la Taxe Professionnelle	834 116 €	834 116 €	825 775 €	-8 341 €	-1%
Compensations fiscales de l'Etat sur la CFE, et taxes foncières	408 852 €	1 508 192 €	1 510 828 €	2 636 €	0%
TOTAL	4 467 214 €	5 599 830 €	5 866 658 €	266 828 €	4,8%

a) La Dotation Globale de Fonctionnement = 2 402 515 € en 2022

Elle a deux composantes : la Dotation d'Intercommunalité (287 278 €) et la Dotation de Compensation (2 115 237 €).

Au titre de la dotation d'intercommunalité nous escomptons une progression de 10% (+ 26 116 €).

La dotation de compensation est écrêtée chaque année sur la base d'un taux décidé par le comité des finances locales. Cet écrêtement a pour objectif de financer notamment la hausse de population sur le

territoire national et la hausse des coûts liés à l'intercommunalité. Pour 2021, le taux d'écrêtement était de 1,97% (il était de 1,83 % en 2020), nous inscrivons une recette de 2 115 237€ écrêtée de 2%.

b) Les participations

En 2022, nous attendons du Conseil Départemental : **125 500 €** avec :

- la subvention liée à la convention intercommunale d'appui aux projets culturels de 114 500 €
- une aide de 7 500 € dans le cadre de la construction du projet culturel du territoire,
- une aide au financement d'un poste de professeur de théâtre de 3 500 €,

Pour rappel en 2020 et 2021 Mayenne Communauté a reçu du Département un soutien pour la mise en œuvre du dispositif de maintien des services nécessaires à la population correspondant à 50% des aides d'urgence versées aux entreprises éligibles sur un maximum de 8 €/habitant. Cette aide s'est concrétisée par une subvention reçue de 184 765 € en 2020 et de 74 452 € en 2021.

Nous attendons **230 500 €** de la Région se répartissant en :

- 36 000 € au titre de la culture (dont 8 000 € pour la construction du projet culturel et 18 000 € destinés à l'action Croq les Mots),
- 14 500 € au titre de la santé (CLS sur les conduites addictives),
- 150 000 € au titre de l'habitat pour l'animation de la PTRE,
- 10 000 € au titre de l'économie pour l'étude friches et 20 000 € pour le financement du poste de directeur de l'attractivité et des stratégies.

Les financements 2022 de l'État s'élèvent à **634 604 €** et proviennent de :

- la DRAC pour un total de 66 000 € pour financer les actions de nos services culturels (31 000 € destinés aux médiathèques, 15 000 € destinés au conservatoire, 20 000 € destinés au musée),
- le FNADT pour 85 000 € contribuant au financement des maisons France services (60 000 €) et 25 000 € pour le financement du poste de conseiller numérique,
- l'ANAH pour 55 824 € dans le cadre de notre animation OPAH RU,
- l'ANAH pour 20 372 € avec le financement du poste de chargé de mission du dispositif « Petites Villes de demain »,
- l'Etat avec 84 000 € en compensation de l'étude friches, et 19 000 € pour financer les rencontres de l'emploi organisées par la SERE,
- L'ARS pour le financement du poste de chargé de mission du Contrat Local de Santé (20 000 €)
- la CAF avec 75 000 € (aire d'accueil des gens du voyage), 98 514 € (centres de loisirs) 97 610 € (Relais Petite Enfance), 8 000 € (ludothèque)
- le Fonds d'Insertion aux agents porteurs de handicap pour 5 284 €.

Autres financeurs de Mayenne Communauté : la Banque des Territoire pour le dispositif Petites Villes de Demain (10 186 €), les lycées et collèges pour 10 000 € en contrepartie de la fréquentation de la Vague par leurs élèves et une aide de 3 000 € de la société des éditeurs et auteurs dans le cadre de l'achat de partitions par le Conservatoire.

Ce budget 2022 enregistre une recette nouvelle de 100 000 € liée à la participation des 4 autres communautés partenaires (Ernée, Bocage Mayennais, Coevrons et Mont des Avaloirs) résultante du dispositif de la PTRE porté par Mayenne Communauté (délibération 17 du 01/07/21). Cette participation par EPCI est calculée au prorata du nombre d'habitants.

c) Les compensations fiscales

En 2021 Mayenne Communauté a été compensée pour la première année suite à la nouvelle exonération accordée par l'Etat aux établissements industriels sur les impôts fonciers (50% de leur valeur locative).

Pour 2022, les compensations fiscales sont attendues pour 1 510 828 € en relative stabilité par rapport à 2021 (+2 636 €).

4) Les produits de nos services

Ils sont inscrits pour **11 514 462 €**. Ils correspondent aux produits issus de la facturation de nos services et aux remboursements de frais avec entre autres les remboursements au titre des charges de personnel.

	BP 2020	BP 2021	BP 2022	variation en € de BP à BP	variation en % de BP à BP
Produits de nos services : centre aquatique	310 000 €	250 000 €	300 000 €	50 000 €	20%
Produits de nos services culturels : conservatoire + musée	251 600 €	140 765 €	242 500 €	101 735 €	72%
Produits de nos services : aire d'accueil gens du voyage	47 000 €	40 000 €	40 000 €	0 €	0%
Produits de nos services : centre de loisirs jeunesse	29 700 €	29 700 €	14 500 €	-15 200 €	-51%
Produits de nos services : camping	61 160 €	67 000 €	80 000 €	13 000 €	19%
Autres produits dont redevance cinéma	54 865 €	92 964 €	80 435 €	-12 529 €	-13%
SOUS TOTAL PRODUITS DES SERVICES	754 325 €	620 429 €	757 435 €	137 006 €	22,1%
Remboursements charges de personnel des 4 budgets annexes	1 404 600 €	1 560 350 €	1 118 680 €	-441 670 €	-28%
Remboursements Ville de Mayenne Mise à dispo du personnel	8 698 600 €	8 714 800 €	9 140 300 €	425 500 €	5%
Remboursement frais de personnel d'autres organismes	150 863 €	119 763 €	126 947 €	7 184 €	6%
Remboursements de frais par les communes dont les services commu	411 930 €	382 567 €	371 100 €	-11 467 €	-3%
TOTAL	11 420 318 €	11 397 909 €	11 514 462 €	-20 453 €	1,0%

On note pour 2022 un dynamisme retrouvé sur les produits des services (équivalente à la situation d'avant crise) : pour le conservatoire avec une recette totale 2022 de 212 113 € (109 654 € inscrits en 2021 en raison de la crise sanitaire), le musée avec une recette de 40 000 € (35 000 € inscrits en 2021), et la Vague avec une recette 2022 attendue pour 300 000 € (250 000 € inscrits en 2021). Au total pour ces 3 services, Mayenne Communauté attend une recette supérieure de 157 479 € en 2022 par rapport au budget 2021.

A noter une recette de 20 000 € pour le financement du centre de vaccination attendue de la SISA par reversement de la subvention reçue de l'ARS.

Les remboursements des 4 budgets annexes pour les charges de personnel supportées par le budget principal sont inscrits à leurs niveaux de dépenses possibles sur chaque budget annexe (respect de la règle d'équilibre budgétaire avant reprise des résultats n-1).

5) L'excédent des budgets annexes de zones 2022 = 388 941 €

Cette recette résulte de l'excédent de fonctionnement 2022 du budget de la ZA de Coulonges (41 670 €), de la ZA de Poirsac III (108 276 €), de la ZA de Montrieux (175 €), de la ZA des Haras (58 870 €) et de la ZA du Horps (179 950€). Les ventes de terrains programmées en 2022 sur ces 5 zones sont à l'origine des excédents des budgets annexes que ces derniers viennent reverser au budget principal.

6) Les autres recettes = 1 435 940 €

On trouve les atténuations de charges relatives aux remboursements des indemnités journalières ou décharges syndicales (**204 400 €**), le stock du magasin du musée (**20 000 €**), le remboursement du SDIS des communes de l'ex CCPM (**831 164 €**), les remboursements par les agents de la part des chèques déjeuners (**149 500 €**), des recettes exceptionnelles (**1 826 €**) et les loyers attendus pour **229 050 €** qui se déclinent comme suit :

	BP 2020	BP 2021	BP 2022	variation en € de BP à BP	variation en % de BP à BP
Gendarmeries du Ribay et de Lassay	143 000 €	147 000 €	149 000 €	2 000 €	1%
Bateau Promenade	4 750 €	4 750 €	4 750 €	0 €	0%
Forum métiers d'arts de Jublains - 2 ateliers d'artisans	1 680 €	2 800 €	1 680 €	-1 120 €	-40%
Fermages	5 200 €	2 000 €	2 000 €	0 €	0%
Terrain Ricordeau	2 000 €	2 000 €	2 100 €	100 €	5%
SCIC Bois décheté	2 520 €	2 520 €	2 520 €	0 €	0%
LA POSTE à Lassay	20 000 €	20 500 €	20 500 €	0 €	0%
Pôle santé à Lassay	20 000 €	28 850 €	28 850 €	0 €	0%
SERE	20 000 €	8 850 €	8 850 €	0 €	0%
Imprimerie Solidaire à Martigné	70 000 €	70 000 €	- €	-70 000 €	-100%
Local Lecornu à Lassay	8 400 €	8 400 €	8 800 €	400 €	5%
TOTAL	297 550 €	297 670 €	229 050 €	-68 620 €	-23,1%

Cette recette se voit amputer en 2022 du loyer lié au crédit-bail de l'imprimerie solidaire suite à son rachat anticipé en date du 1^{er} janvier 2021.

Aux recettes réelles 2022 de 34 072 406 € s'ajoute pour **248 594 €** l'amortissement des subventions d'investissement reçues.

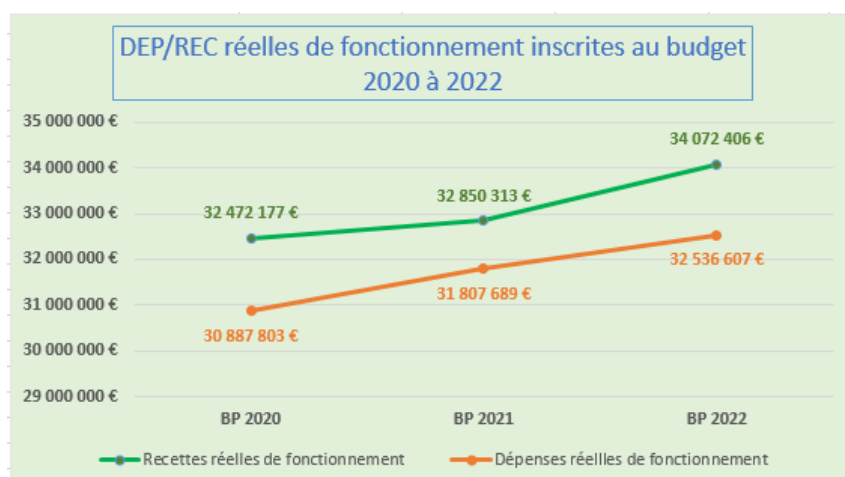
TOTAL DES RECETTES DE FONCTIONNEMENT 2022

34 231 000 €

C. L'équilibre budgétaire

DÉTERMINATION DE L'EPARGNE	BP 2020	BP 2021	BP 2022	ÉVOLUTION ANNUELLE
Recettes de gestion	32 472 177	32 850 313	34 072 406	4%
Dépenses de gestion	30 479 386	30 875 004	32 396 224	5%
ÉPARGNE DE GESTION	1 992 791 €	1 975 310 €	1 676 182 €	-15%
Charges financières	187 135	169 973	140 383	-17%
ÉPARGNE BRUTE	1 805 656 €	1 805 337 €	1 535 799 €	-15%
Remboursement du capital des emprunts	660 724	673 060	686 055	2%
ÉPARGNE NETTE	1 144 932 €	1 132 277 €	849 744 €	-25%

L'épargne de gestion, l'épargne brute et l'épargne nette sont des indicateurs généralement calculés sur les données du compte administratif. Les épargnes sont calculées au stade du budget primitif à titre prévisionnel.



III) Section d'Investissement

A. Les recettes d'investissement 2022

1) Le FCTVA

Le Fonds de Compensation de la TVA assure aux collectivités locales la compensation de la taxe sur la valeur ajoutée qu'elles supportent sur leurs dépenses d'investissement. Il s'applique uniquement aux dépenses éligibles répondant à certains critères. Il est calculé sur les dépenses du trimestre précédent en appliquant un taux de 16,404% au montant TTC des dépenses éligibles. Nous inscrivons au titre du FCTVA 2022 une recette de **101 294 €**.

2) Les autres recettes d'investissement

Les versements des cautions sont inscrits pour **2 000 €** (usagers de l'aire d'accueil gens du voyage et de la SERE).

Le virement de la section de fonctionnement de 2022 de **572 871 €** constitue l'autofinancement tout comme les amortissements de **1 211 522 €**.

3) Les financements publics externes

Au-delà de l'autofinancement, du FCTVA et autres, Mayenne Communauté sollicite dans le cadre de ses projets une participation financière de diverses structures publiques.

Les subventions d'équipement au titre de 2022 sont attendues pour **774 232 €** (cf leur détail en page 19).

B. Les dépenses d'investissement 2022

Les dépenses d'investissement 2022 sont constituées du remboursement en capital de la dette, des dépenses d'équipement nouvelles.

1) Le remboursement du capital de la dette et les remboursements des cautions

Le remboursement du capital de la dette inscrit au BP 2022 est en hausse. Il s'élève à **686 055 €** contre 673 060 €. Cette augmentation s'explique par notre profil d'amortissement de la dette.

Les remboursements des cautions sont inscrits à hauteur de **2 000 €**.

2) Le programme d'investissement 2022

Il s'élève à un total de **8 125 780 €** et se décompose par compétence comme suit :

Programme d'investissement 2022	DEPENSES	RECETTES	Origine recettes
Informatique pour services	59 000		
Bureau d'études bâtiments	65 000		
Hygiène et sécurité	10 000		
Pôle culturel Grand Nord	65 400		
Conservatoire de musique	16 280		
Médiathèques	29 900		
Musée	111 000		
Chapelle des Calvairiennes	20 100		
Centre aquatique	43 000		
Service jeunesse	8 000		
Camping	7 400		
Forum de Jublains	22 500		
Bateau Promenade	2 800		
Fonds de concours aux derniers commerces	4 000		
Fonds de concours centre d'incendie Lassay		1 099	Commune de Chevaigné du Maine
SERE	6 500		
Gendarmerie Le Ribay	45 000		
Sous total équipement des services	515 880	1 099	
Actions du PLH	658 000		
OPAH Renouvellement Urbain	139 500		
OPAH	20 000	0	
PTRE	50 000		
Sous total politique du logement et cadre de vie	867 500	0	
PLUI	120 000	30 000	DRAC et Région
Sous total Plan local d'urbanisme	120 000	30 000	
GEMAPI	107 000		
Sous total gestion des milieux aquatiques et prévention des inondations	107 000	0	
Mobilité douce	30 000		
Mobilités	40 000		
Sous total mobilité	70 000	0	
Acquisitions foncières	800 000		
Aide à l'immobilier d'entreprises	100 000		
Réhabilitation de Brive	50 000	20 800	
Réaménagement de voirie zone de Chauvrie	960 000	130 000	Fonds de concours Ville de Mayenne
Sous total développement économique	1 910 000	150 800	
Hôtel de Ville et de Communauté	1 336 400		374 600 € sont engagées (DETR+contrat de ruralité)
Acquisition JOUVE	600 000		
Pôle culturel LASSAY (crédit de paiement 2022 pour une AP à 7 070 516 € ttc)	700 000		
Maison des alternants	500 000	320 000	DETR 2022 et DSIL 2022
Pôle échange multimodal	70 000	23 333	Région
Lieu de diffusion Boîte noire	95 000	15 500	Département et Région
Seconde tranche camping sur bassin extérieur	300 000		
Halte fluviale de Mayenne	324 000	216 000	DSIL 2022 (80% du HT) + Région
Nouvelle gendarmerie	120 000		
Installation de sucettes dans les communes membres	60 000		
Rénovation de l'ancienne gare en maison des jeunes	400 000		
Elaboration d'un schéma directeur des énergies renouvelables	30 000	17 500	Adème
Sous total projets du PPI	4 535 400	592 333	
TOTAUX	8 125 780	774 232	

C. L'équilibre de la section d'investissement 2022

Recettes réelles de fonctionnement 2022		34 072 406
Dépenses réelles de fonctionnement 2022	-	32 536 607
Excédent brut d'exploitation 2022		1 535 799
Capacité d'autofinancement 2022		1 535 799
FCTVA	+	101 294
Versements de cautions		2 000
Subventions attendues du programme d'équipement 2022	+	774 232
TOTAL DES RECETTES D'INVESTISSEMENT 2022 (1)	=	2 413 325
Remboursement 2022 en capital de la dette		686 055
Remboursement de caution	+	2 000
Programme de travaux et des dépenses d'équipement 2022	+	8 125 780
TOTAL DES DEPENSES RÉELLES D'INVESTISSEMENT 2022 (2)	=	8 813 835
EMPRUNT D'EQUILIBRE (2)-(1)		6 400 510

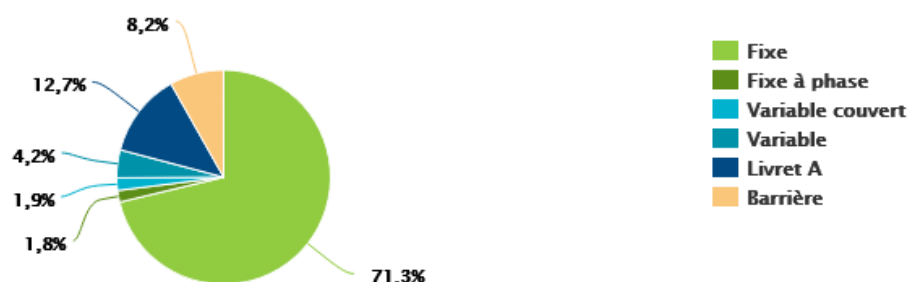
Au stade du budget primitif, l'équilibre de la section d'investissement nécessite le recours à un emprunt pour 6 400 510 €. Son montant sera corrigé avec la reprise des résultats et des reports de crédits de 2021 qui interviendra avant l'été 2022.

IV) La structure de la dette

Au 1^{er} janvier 2022, l'encours de dette de Mayenne Communauté s'élève à **6 831 762 €** avec un taux moyen de 2,11 % sur un total de 17 prêts et une durée de vie résiduelle de 13 ans et 9 mois.

Type	Encours	% d'exposition	Taux moyen (ExEx, Annuel)
Fixe	4 868 201,14 €	71.26 %	2.23 %
Fixe à phase	120 116,45 €	1.76 %	-0.21 %
Variable couvert	128 666,60 €	1.88 %	<u>2.04 %</u>
Variable	287 758,08 €	4.21 %	0.00 %
Livret A	867 286,86 €	12.69 %	1.50 %
Barrière	559 732,49 €	8.19 %	3.63 %
Ensemble des risques	6 831 761,62 €	100.00 %	2.11 %

Dette par type de risque

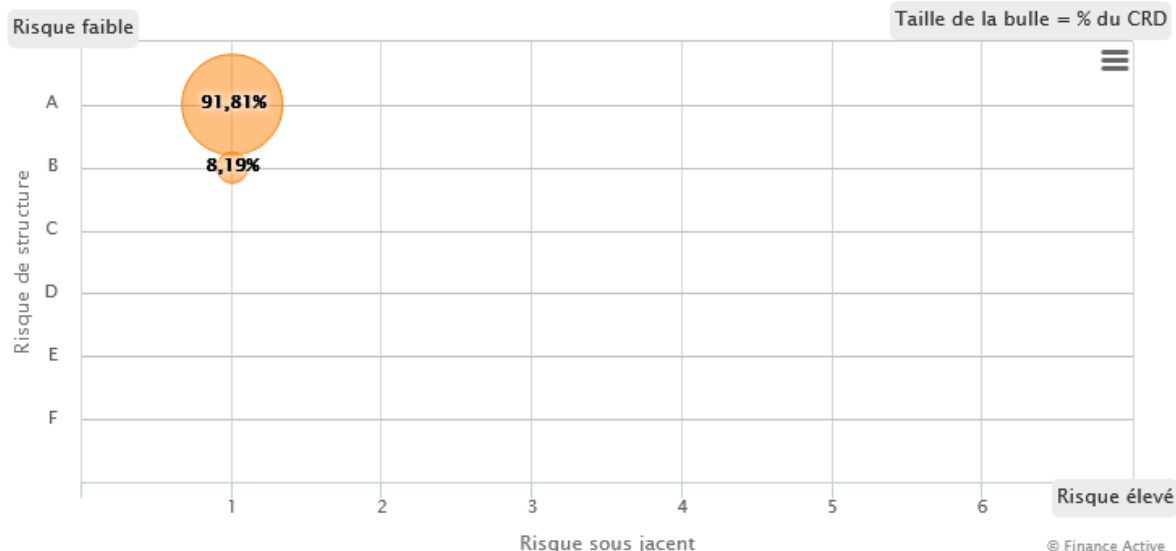


© Finance Active

Dette selon la charte de bonne conduite

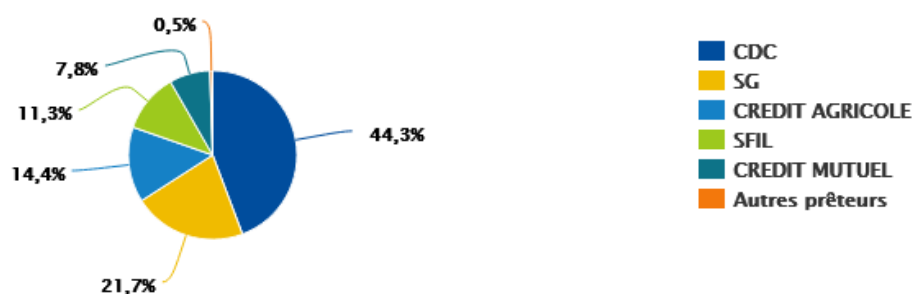
Accéder à l'analyse CBC

Excel



Prêteur	CRD	% du CRD
CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	3 024 117,11 €	44.27 %
SOCIETE GENERALE	1 480 310,15 €	21.67 %
CREDIT AGRICOLE	985 130,19 €	14.42 %
SFIL CAFFIL	772 729,59 €	11.31 %
CREDIT MUTUEL	535 559,25 €	7.84 %
Autres prêteurs	33 915,33 €	0.50 %
Ensemble des prêteurs	6 831 761,62 €	100.00 %

Dette par prêteur



© Finance Active

V) Synthèse du budget principal 2022

Le budget comprend des opérations réelles et des opérations d'ordre qui correspondent à des écritures comptables internes sans flux financier. Elles sont comptablement neutres (dépenses = recettes). On trouve notamment les écritures liées aux amortissements des biens avec la constatation de la dépréciation du bien en dépense de fonctionnement et le dégagement de ressources pour renouveler ce bien en recette d'investissement.

FONCTIONNEMENT			
Dépenses réelles	32 536 607	Recettes réelles	34 072 406
Dépenses d'ordre entre sections	1 211 522	Recettes d'ordre entre sections	248 594
Virement à la section d'investissement	572 871		
	34 321 000 €		34 321 000 €
INVESTISSEMENT			
Dépenses réelles	8 813 835	Recettes réelles	7 278 036
Dépenses d'ordre	248 594	Recettes d'ordre	1 211 522
		Virement de la section de fonctionnement	572 871
	9 062 429 €		9 062 429 €